
JULIEN NOCETTI
PIERRE SEL

LES ÉTATS AUTORITAIRES FACE AUX *BIG TECH* REGARDS CROISÉS CHINE-RUSSIE

123

En Europe, une rhétorique de la servitude est mobilisée de façon récurrente pour évoquer les failles d'une souveraineté numérique souhaitée mais rarement satisfaisante. Elle place une emphase particulière sur les GAFAM, perçus comme les « suzerains » d'un continent qui ne parvient pas à se défaire de ses multiples dépendances numériques. Aux États-Unis, la régulation des plateformes numériques est devenue une question politique majeure, mais elle reste prise dans un étau partisan tout en étant perçue comme un enjeu de puissance par rapport à l'adversaire chinois.

Cette apparente indécision des démocraties libérales face à des acteurs oligopolistiques qui sont également des objets et acteurs géopolitiques contraste avec la détermination d'États autoritaires dans leur traitement des GAFAM. L'exemple chinois demeure souvent cité pour montrer que ces derniers ne sont pas invincibles ; la guerre en Ukraine, depuis 2022, a modifié les équilibres entre ces plateformes et la Russie, celles-ci prenant une part active dans le conflit, ce qui renforce les velléités de contrôle du Kremlin. Les régimes autoritaires sont-ils mieux armés pour faire face aux GAFAM ?

Cet article examine l'attitude des États autoritaires face à ces plateformes systémiques à travers deux cas d'étude – la Chine et la Russie. Il considère les *Big Tech* plutôt que les seuls GAFAM, c'est-à-dire un ensemble d'acteurs technologiques majeurs américains qui incluent, aux côtés des Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft, des entreprises créées

plus récemment comme Tesla ou Starlink. Il fait par ailleurs le choix d'envisager les BATX chinois (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) au prisme de ces *Big Tech*, la relation entretenue avec ces derniers étant devenue un élément central du positionnement international de Pékin et de Moscou.

LA CHINE ET LES *BIG TECH* : UNE RELATION TORTUEUSE

L'histoire des *Big Tech* en Chine commence dès les années 1990, alors que le pays entre dans une deuxième phase de sa politique d'ouverture. Les entreprises américaines de l'informatique, Microsoft, IBM, Cisco, cherchent à s'installer sur le marché chinois dans l'espoir de réaliser de généreux profits en subvenant aux besoins de modernisation du pays. 124 Seulement, Pékin n'entend pas rester passif et laisser les entreprises étrangères se partager les bénéfices : l'État souhaite voir émerger des concurrents locaux.

L'émergence des BATX, protectionnisme ou innovation locale ?

Lorsque Microsoft introduit Windows sur le marché chinois, en 1992, les débuts sont laborieux. Le fameux système d'exploitation est souvent piraté et des copies frauduleuses sont vendues dans tout le pays. L'entreprise estime que l'essentiel des utilisateurs de Windows utilise des versions illégales. Microsoft se lance alors dans une campagne d'attaques en justice pour tenter de faire cesser ces contrefaçons, avec pour seul résultat de braquer l'État et l'opinion publique contre l'entreprise. Au tournant du siècle, tandis que la Chine et le géant américain semblent définitivement brouillés, les développeurs chinois de systèmes d'exploitation pensent que leur heure est arrivée.

Depuis le début de la décennie 1990, la Chine a en effet soutenu à bout de bras des entreprises aux capitaux publics et privés qui cherchent à remplacer Microsoft. Plusieurs sociétés voient le jour, notamment Landian, X-Team ou Red Flag, qui toutes s'appuient sur le système d'exploitation Linux. Certaines d'entre elles semblent même prometteuses, à l'instar de Landian, qui en 2000 fait son entrée à la Bourse américaine, avec une valorisation de près de 400 millions de dollars. En 2001, Red Flag parvient même à sécuriser un contrat-cadre avec la municipalité de Pékin pour la fourniture de systèmes d'exploitation et de logiciels associés. La joie est pourtant de courte durée : dès 2004, la municipalité remet le contrat en jeu, et il est cette fois-ci attribué à Microsoft, qui a su se réinventer et convaincre les autorités de la qualité de ses produits.

Si Microsoft a su défendre son marché et ses logiciels malgré des concurrents locaux soutenus politiquement, ce ne fut pas le cas de toutes les *Big Tech*. Google constitue un excellent contre-exemple. L'entreprise, arrivée en Chine dès le début des années 2000, n'a jamais pu faire mieux que Baidu : à son apogée, Google n'a pas dépassé les 40 % de parts de marché, contre 60 % pour son concurrent chinois. Si le service proposé par Baidu souffre de défauts bien identifiés, l'entreprise de Robin Li pouvait se targuer d'un meilleur soutien politique.

La thèse du protectionnisme d'État comme facteur crucial de l'émergence des *Big Tech* chinoises est d'autant plus mise à mal que des entreprises comme Alibaba ou Tencent ont su développer des produits convaincants dans un marché compétitif. Amazon ou auparavant eBay n'ont jamais constitué de danger pour Alibaba, et Tencent a su construire des services de messagerie instantanée (QQ puis WeChat) adaptés aux besoins chinois, si bien que la compétition offerte un temps par WhatsApp ne fut guère sérieuse.

125

Des GAFAM toujours présents en Chine

Plus généralement, l'émergence de géants locaux n'a pas signifié la fin des GAFAM ou des géants étrangers du numérique en Chine, bien au contraire. Si Facebook et Google n'y fournissent pas leurs services phares respectifs, à savoir le réseau social et le moteur de recherche, leurs chiffres d'affaires sur ce territoire sont importants. Grâce à la vente de publicité, Facebook réalise plusieurs milliards de dollars de chiffre d'affaires en Chine, et les spécialistes estiment qu'il s'agit de son deuxième marché en termes de revenus. Google maintient également une forte présence dans le pays, pour servir les besoins en référencement des entreprises chinoises.

Les entreprises de pointe étrangères ont bien compris l'intérêt de rester implantées en Chine. Très tôt, Microsoft y a développé une présence en matière de recherche et développement, ouvrant en 2002 un centre d'innovation dédié à l'intelligence artificielle. Ce centre aura vu passer une génération d'ingénieurs et d'entrepreneurs chinois, et de futurs entrepreneurs comme Kai-Fu Lee ou Zhang Yiming (fondateur de ByteDance, maison mère de TikTok) en sont des alumni. Apple, l'une des rares *Big Tech* étrangères au succès incontestable en Chine, a su sécuriser son implantation en investissant massivement dans le tissu industriel du pays.

Du point de vue de Pékin, cette implication des géants étrangers constitue une ressource importante, puisqu'ils sont amenés à partager, de gré ou de force, leurs recettes en recherche et développement et en

management. Tesla ou Apple, entre autres, ont investi des dizaines de milliards d'euros dans la création d'infrastructures industrielles et, par conséquent, dans la localisation de compétences en Chine. Si le cas d'Apple et son usine Foxconn est emblématique, celui de Tesla l'est aussi : sa « Gigafactory » à Shanghai a été construite en un an grâce à l'impulsion du secrétaire du Parti communiste de la ville, Li Qiang, qui deviendra numéro 2 du Parti. Tesla a fortement bénéficié des subventions du gouvernement visant à encourager l'achat de véhicules électriques. En contrepartie, l'entreprise s'est liée à la Chine sur le plan industriel, rendant la dépendance double.

Les Big Tech, moteurs de la modernisation chinoise

126 Les *Big Tech*, locales comme étrangères, ont joué un rôle significatif dans la modernisation de la Chine et sa montée en gamme technologique. Alipay, par exemple, conçu comme un tiers de confiance pour le paiement en ligne, est devenu en l'espace de dix ans le principal moyen de paiement du pays. Capitalisant sur ce succès et sa position dominante sur le marché, l'entreprise a enrichi son offre d'une panoplie d'instruments financiers qui a été motrice dans l'accroissement de la consommation. Alors que le système bancaire national peinait à décoller dans les années 2000, Alipay a permis de connecter la population à des services financiers dématérialisés.

Les autres géants du numérique chinois, comme Meituan ou Jingdong, proposant des plateformes de livraison ou d'e-commerce, jouent un rôle important dans la stabilisation de l'emploi. Entraînant avec eux l'industrie logistique, ils font partie des plus gros employeurs de jeunes diplômés. Une qualité essentielle alors que le chômage de la jeunesse a atteint 18 % en 2022 : les ralentissements de la croissance chinoise et les licenciements qui touchent l'économie numérique ont des conséquences directes sur l'avenir des jeunes.

Les *Big Tech* étrangères, quant à elles, font figure de « compétiteur » pour de nombreuses entreprises chinoises. Huawei a, jusqu'à l'anéantissement de sa branche mobile par les sanctions américaines de 2019, cherché à se placer comme « l'Apple chinois », en proposant des produits haut de gamme à des prix relativement abordables. De même, le Graal des constructeurs chinois de véhicules électriques est de rattraper et dépasser Tesla comme leader de ce secteur florissant.

Enfin, ces entreprises, toutes nationalités confondues, ont un autre rôle majeur en Chine. Les BATX ont été pionniers dans la création et la commercialisation d'outils d'apprentissage profond et d'intelligence

artificielle. Huawei, malgré les sanctions américaines, reste un acteur clé des télécommunications et dispose de capacités enviées de matière de recherche et développement. Encouragés par l'État-parti, les géants du numérique investissent dans des instituts comme le Peng Cheng Laboratory (qui collabore avec Tencent) ou DAMO Academy (créée par Alibaba), afin de soutenir la recherche appliquée dans des technologies prometteuses (informatique quantique, nouveaux matériaux, etc.).

Des géants d'internet trop puissants ?

Le 2 juillet 2021, l'« Administration du cyberspace de Chine » décide de mener sa première enquête de cybersécurité, s'agissant de Didi – l'Uber chinois et l'un des géants du numérique du pays. Cette décision survient deux jours après que l'entreprise a annoncé une introduction en Bourse aux États-Unis, avec une valorisation estimée à 4,4 milliards de dollars. L'annonce a choqué les milieux d'affaires et technologiques, d'autant qu'aucun n'avait imaginé une telle possibilité six mois plus tôt.

127

Cette décision qui a fait date est justifiée par une atteinte à la cybersécurité du pays, et notamment par la gestion de données sensibles : les itinéraires des utilisateurs chinois étaient potentiellement accessibles par des individus ou organisations situés à l'étranger. Une autre hypothèse est celle d'une mise au pas d'un géant qui se croyait trop puissant, pensant pouvoir faire fi des demandes de l'Administration du cyberspace.

Didi n'est pas la seule *Big Tech* chinoise à avoir connu de telles déconvenues. En 2020, Ant Financial, l'entreprise de technologies financières fondée par Jack Ma, a dû annuler son introduction en Bourse et faire l'objet d'une restructuration forcée qui l'a dépourvue de certains de ses produits les plus lucratifs. L'année suivante, Meituan, cette autre « super-plateforme » proposant des services de livraison de courses allant jusqu'aux produits médicaux, est visée par plusieurs enquêtes en raison des conditions de travail qu'elle réserve à ses livreurs.

Cette reprise en main du secteur répond à plusieurs logiques : tout d'abord, sur le plan commercial, mettre fin à des pratiques monopolistiques et déloyales ; ensuite, sur le plan technique, réaffirmer la prééminence des principes de « sécurité nationale » appliquée au secteur ; enfin, sur le plan politique, déployer un nouveau thème dans la campagne du secrétaire général du Parti en 2022, celui de la « prospérité commune », à travers lequel Xi Jinping critique les excès capitalistiques des élites du pays.

Cette campagne n'était toutefois pas éternelle. Si les pratiques commerciales des géants du numérique du pays s'en sont trouvées profondément

modifiées, le Parti n'entend pas déshériter les investisseurs chinois de leurs avoirs, ni trop endommager les capacités d'investissements de leurs entreprises. En effet, dans un contexte de difficultés économiques, la Chine a besoin de ses BATX, moteurs de l'innovation et importants pourvoyeurs d'emplois.

RUSSIE ET *BIG TECH* :

UN AVANT ET UN APRÈS UKRAINE 2022

128 Au Forum économique mondial de Davos, en janvier 2021, Vladimir Poutine exposait sa vision des *Big Tech* américaines : « Ce ne sont pas juste des géants économiques. Dans certains domaines, elles rivalisent *de facto* avec les États. » Si l'appréciation du président russe ne surprend pas, elle illustre le fait que ces géants étrangers sont essentiellement vus dans ce pays sous le prisme subversif d'acteurs technologiques agissant de concert avec la diplomatie américaine. L'enjeu de la « souveraineté numérique » – ou de la « souveraineté informationnelle » – apparaît ici incontournable dans la posture des autorités russes après une décennie 2010 marquée par toute une série de protestations populaires s'appuyant sur des réseaux sociaux commercialisés par les *Big Tech* américaines.

« *Exception numérique* » mais dépendances technologiques

Comme la Chine, la Russie a su favoriser le développement d'un écosystème du numérique pour protéger son marché national. À titre d'exemple, Yandex – créé en 1997, soit un an plus tôt que Google – s'est d'abord voulu un moteur de recherche analogue à son concurrent américain, avant d'initier une diversification de ses activités à partir des années 2010. L'entreprise est désormais présente dans les services de transport, le stockage des données sur le *cloud*, la messagerie, l'e-commerce, la livraison de repas, l'éducation au numérique, la mode et le divertissement musical. Yandex est également l'un des leaders du secteur de l'intelligence artificielle en Russie. « Alice », l'assistant vocal créé par l'entreprise, représente près de 77 % du marché national de ce type d'assistance. Yandex a aussi développé des projets de voiture autonome et de robot domestique. Le portail Mail.ru, qui possède notamment le réseau social vk (équivalent de Facebook), attire moins d'investissements que Yandex mais demeure un acteur bien identifié de l'écosystème national. Fondée comme vk par les frères Durov, la messagerie instantanée chiffrée Telegram constitue un cas particulier. Bien que ne se prétendant pas « russe », l'entreprise a fait l'objet de

différentes polémiques en Russie en raison du refus manifeste et répété de sa direction de livrer aux autorités russes les clés de chiffrement du service qu'elle propose.

En termes d'usages numériques, Yandex reste le premier moteur de recherche en Russie (52 % de parts de marché en novembre 2022, contre 45 % pour Google). Le nombre de publications mensuelles sur VK équivaut à presque cinquante fois celui sur Facebook¹. Toutefois, ces réussites industrielles – également dues à la logique du « premier entrant » et à des algorithmes développés au plus près des spécificités linguistiques du russe – ne masquent pas une multitude de dépendances numériques particulièrement fortes dans le pays. Si aucune des *Big Tech* américaines ne possède de centre de données en Russie, le marché de l'hébergement des données national reste dominé par le trio Amazon Web Services, Azure (Microsoft) et Google. Le train de sanctions adopté par les États-Unis et l'Union européenne, depuis février 2022, freine l'implication de ces acteurs du numérique, avec pour conséquence probable un grignotage partiel de leurs parts de marché. Sur le plan matériel, les dépendances russes restent criantes mais pas spécifiquement à l'égard des *Big Tech* américaines : là réside une particularité du secteur numérique en Russie, qui dépend des infrastructures de télécommunications et des composants électroniques chinois.

129

Un harcèlement législatif contre les « relais de l'expansionnisme américain »

L'association faite entre les GAFAM et la politique étrangère américaine n'est pas propre aux autorités russes – elle se retrouve dans nombre de régimes autoritaires, qui voient dans l'exportation tous azimuts des services de ces acteurs une manifestation actualisée de l'expansionnisme des États-Unis.

Au demeurant, le Kremlin n'a jamais dissimulé une approche classique d'internet : un espace (plus qu'une technologie) par essence anarchique dont il importe de circonscrire toutes les externalités négatives. Cette lecture renvoie à l'héritage d'une culture stratégique qui exprime un fort complexe obsidional. Depuis le début de la décennie 2010, les dirigeants russes ont accusé Washington de contribuer de façon exponentielle à la « militarisation » d'internet et au financement de réseaux de web-activistes dans le monde, par le biais d'une diplomatie numérique agressive. À cet égard, ils pointent la collusion entre les grands acteurs

1. « Social Media Platforms by Publications, Russia, 2022 », Statista.com, 18 novembre 2022.

de la Silicon Valley et le département d'État, ainsi que la mainmise des États-Unis sur les infrastructures (câbles, réseaux) et les applications numériques (moteurs de recherche, réseaux sociaux, etc.). Durant les événements des printemps arabes en 2011, le vice-Premier ministre de l'époque, Igor Setchine, avait laissé entendre que les États-Unis tenteraient de reproduire un scénario analogue sur le territoire russe par le biais d'une contestation citoyenne « augmentée » *via* le recours à des réseaux sociaux tels que Facebook, YouTube et Twitter. En d'autres termes, les printemps arabes ont suscité au Kremlin la peur d'un effet de contagion en Russie même – crainte qui a constitué l'amorce d'une politique de contrôle numérique renforcée.

130

La cascade de lois répressives tombant sur la sphère numérique à partir de 2012 n'a visé au départ les GAFAM qu'à la marge. À cette époque, l'opposition politique russe trouve un refuge bienvenu en ligne, par manque d'espace dans la vie politique traditionnelle. Se développent de nouvelles formes d'activisme sur le web, qu'une personnalité comme Alexeï Navalny a finement appréhendées en contraignant les autorités politiques et les milieux économiques à rendre des comptes par un décodage permanent et collaboratif. La brèche qui s'ouvre dans la vie politique russe – que des événements de portée internationale comme les révélations d'Edward Snowden sur l'ampleur de l'espionnage numérique des États-Unis, mené en collaboration *a minima* passive avec les *Big Tech*, amplifieront – sera colmatée avec le retour de Vladimir Poutine à la présidence.

Le recours au droit sera l'instrument privilégié par le Kremlin pour contraindre les marges d'action des plateformes étrangères. Le réseau social professionnel LinkedIn (qui appartient à Microsoft) est le premier acteur américain à être entièrement bloqué en Russie. De manière générale, le blocage de sites internet pour des raisons plus ou moins claires n'est pas rare : les internautes russes déclarent régulièrement faire face à de tels blocages ou à des ralentissements sur YouTube, Vimeo, Facebook, Wikipédia, etc. – une manière pour l'État de rappeler ses prérogatives.

Une autre stratégie de restriction consiste à exiger le retrait de contenus identifiés comme illicites. Google a recensé, de 2011 à 2020, un nombre bien plus élevé de ce type de requêtes en Russie que dans n'importe quel autre pays (plus de la moitié du contenu retiré). L'entreprise se voit dans l'obligation de se conformer très souvent à ces demandes, l'arsenal législatif russe n'offrant pas de solution alternative. Le phénomène prend une ampleur massive à partir de l'année 2018. Les rapports de transparence de Twitter confirment cette tendance : sur cette plateforme, la Russie

est le deuxième pays au monde qui requiert le plus de suppressions de contenus (Twitter obtempérant dans un tiers des cas).

Lorsque le Kremlin n'obtient pas ce qu'il demande, il inflige des amendes. En 2018, Google se voit sanctionner d'une amende de 700 000 roubles (environ 9 000 euros) : l'entreprise avait refusé de se conformer aux lois dites Yarovaya, selon lesquelles les moteurs de recherche actifs en Russie doivent s'enregistrer auprès des autorités et s'engager à ne plus afficher parmi leurs résultats les sites faisant partie de la « liste noire » du régulateur fédéral Roskomnadzor. Fin 2021, Google avait reçu des amendes d'un montant total estimé à 32 millions de roubles (plus de 400 000 euros) pour ne pas avoir accédé à des demandes de retrait de contenus.

Le cas de l'homme d'affaires Konstantin Malofeev est révélateur des rapports de force en jeu. En juillet 2020, YouTube bloque la chaîne Tsargrad TV car son propriétaire, Malofeev, est sous sanctions américaines en raison de son implication dans l'annexion de la Crimée en 2014. S'ensuit un procès à l'issue duquel Google est dans l'obligation de rétablir la diffusion de cette chaîne sur YouTube, n'ayant pu justifier pourquoi il a fallu attendre six ans pour prendre une décision. Lors de ce procès, Malofeev avait invoqué la loi dite Lougovoï, selon laquelle les litiges liés à des ressortissants russes sanctionnés doivent être résolus par le biais de la législation russe. Médiatisée, cette affaire a servi à ce que soit reconnue la primauté de la législation russe (le géant américain a dû se plier à la loi Lougovoï), tout en soulignant le flou juridique dans lequel évoluent les GAFAM. Avec la guerre en Ukraine, la politisation des géants du numérique en Russie ne fera qu'accentuer la pression exercée par Malofeev et le Kremlin sur Google, maison mère de YouTube.

Depuis 2021, les autorités augmentent la cadence des amendes et des restrictions à l'encontre des GAFAM. En mars de cette année-là, elles engagent des poursuites judiciaires contre Google, Facebook, TikTok et Twitter, mais aussi contre des sites russes, pour avoir refusé de retirer des contenus. Le même mois, Roskomnadzor annonce que l'accès à Twitter sera ralenti à la suite du refus du réseau social de retirer trois milliers de contenus considérés comme illégaux. Si l'État russe tente de sévir, force est de constater qu'il est limité par ses capacités techniques. Néanmoins, le régulateur fédéral menace par la suite de bloquer entièrement l'accès à Twitter si l'entreprise refuse de se conformer à la loi. La guerre en Ukraine est l'occasion de renforcer cette politique de harcèlement continu à l'égard des plateformes américaines.

L'invasion russe de l'Ukraine : les GAFAM acteurs de la guerre

En agressant militairement l'Ukraine en février 2022, la Russie a initié un tournant géopolitique majeur qui se répercute notamment dans le champ numérique, tant sur le plan mondial qu'au sein du pays lui-même. L'adoption de volets de sanctions technologiques contre Moscou par les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays alliés (Japon, Taïwan, etc.) a mis en lumière les fortes dépendances technologiques et numériques de la Russie. Il n'est dès lors pas surprenant que les *Big Tech* aient réagi, tout en faisant l'objet d'un contre-discours sans équivoque de la part des autorités russes.

De fait, l'implication de plusieurs *Big Tech* dans la guerre en Ukraine illustre l'évolution de leur positionnement vis-à-vis d'un conflit militaire. Avant février 2022, les grandes plateformes n'ont guère fait preuve de capacités d'adaptation rapide face à des conflits armés : elles ont plutôt évité de prendre position lors des principaux conflits ayant émaillé la décennie 2010 (Ukraine déjà, Syrie, Myanmar, etc.). Elles ont, il est vrai, également dû lutter pour adapter leurs politiques en matière de contenus, centrées sur la « neutralité », à une situation de guerre.

La réaction des *Big Tech* s'est traduite de trois manières différentes, prouvant l'entremêlement des échelles interne et globale. En premier lieu, les plateformes américaines ont majoritairement suivi les trains de sanctions successifs adoptés contre l'État russe depuis février 2022 ; cette démarche montre le détricotage accéléré des interdépendances qui avaient été tissées entre le monde du numérique et la Russie depuis la fin des années 1990. Ainsi, Microsoft a suspendu ses activités dans le pays (Windows représente près de 53 % du marché des systèmes d'exploitation en Russie) ; Apple a bloqué l'accès à son magasin d'applications, l'App Store ; Netflix et Airbnb ont refusé de se conformer aux dispositions juridiques renforçant la surveillance des autorités russes sur leurs activités.

Deuxièmement, dans l'optique d'empêcher la diffusion de fausses informations ou, *a minima*, la viralisation de la rhétorique du Kremlin et de sa nébuleuse informationnelle, YouTube comme Facebook ont démonétisé et rétrogradé algorithmiquement les médias d'État russes RT et Sputnik. Microsoft a, quant à lui, communiqué sur sa lutte contre les manipulations de l'information autour du conflit de la part de Moscou, en mettant notamment l'accent sur la documentation des crimes de guerre commis par l'armée russe en Ukraine. De telles initiatives ont suscité la réponse du Kremlin. Celui-ci a ralenti voire bloqué l'accès à certains services, et le cas d'Instagram est emblématique : utilisé par plus de

soixante millions de Russes, tout particulièrement par de jeunes entrepreneurs de la classe moyenne urbaine, le réseau social a été accusé par Roskomnadzor de propager un discours « antirusse ». La maison mère d'Instagram, Meta, a par la suite été placée sur la liste des « organisations extrémistes » par le ministère de la Justice russe. Le volet rhétorique est à l'avenant : début mars 2022, la directrice du média RT, Margarita Simonyan, a comparé les *Big Tech* présentes en Russie à des « armées étrangères qui [leur] tirent dessus ».

Troisièmement, certaines *Big Tech* se sont distinguées par leur contribution aux opérations défensives, en assurant la sécurisation des réseaux de leurs clients. Qu'elles aient prévenu ou remédié à certaines cyberattaques prenant pour cibles des organisations ukrainiennes révèle le seuil d'action franchi. Dès le début de la guerre en Ukraine, Microsoft et Google ont joué un rôle central en la matière. La firme de Bill Gates a formé une équipe de cyberdéfense travaillant à temps plein, stocké les données stratégiques de l'État ukrainien dans ses propres centres d'hébergement, ou encore pris des mesures techniques pour retirer des points d'interconnexion du réseau que les Russes exploitaient pour mener leurs attaques informatiques. Microsoft s'est aussi distingué en publiant des rapports d'évaluation de la menace cybernétique et informationnelle russe – une activité qui n'était auparavant pas habituelle pour cette entreprise. De son côté, Google a multiplié les sessions d'entraînement et d'anticipation des attaques ainsi que les consultations avec des experts gouvernementaux, tant en Ukraine que dans les pays limitrophes.

133

*

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et le renforcement des politiques en matière de compétition technologique entre les États-Unis et la Chine, les *Big Tech* sont concernées de façon croissante par les enjeux géopolitiques. Les rapports entre les États autoritaires comme la Chine ou la Russie et ces acteurs systémiques permettent de livrer plusieurs enseignements.

Du côté chinois, la relation entre l'État-parti et ces entreprises oscille entre le conflit et la symbiose. Cet état de fait n'est pas lié à la nationalité des entreprises ou à leur taille, mais plutôt à leur contribution aux intérêts du Parti communiste et au développement du pays dans son ensemble. Or, pour de nombreuses *Big Tech*, GAFAM compris, « l'attrait du marché chinois » est tel qu'il justifie tous les investissements – voire, pour Apple et Tesla, des compromissions. Cet accord de principe a

structuré les relations entre l'État-parti et les *Big Tech* depuis le tournant du XXI^e siècle. Les enquêtes lancées à l'encontre de ces dernières montrent toutefois une inflexion importante à partir de la fin des années 2010 : les excès capitalistiques des géants technologiques, souvent monopolistiques, ainsi que leur propension à accumuler données et pouvoirs sont de moins en moins acceptés par le gouvernement chinois.

134 Du côté russe, l'héritage de la période soviétique explique que les dirigeants perçoivent la libre circulation de l'information comme un facteur de subversion. Les *Big Tech*, et plus particulièrement les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, Twitter, etc.), sont à leurs yeux les adjouvants d'une diplomatie américaine qui s'est réinventée avec l'essor mondial du numérique. Toujours est-il que le Kremlin n'hésite pas à instrumentaliser ces acteurs de l'économie de l'attention. Au-delà de la campagne présidentielle américaine de 2016, durant laquelle les données personnelles de près de quatre-vingt-dix millions d'utilisateurs de Facebook ont été siphonnées par la société de conseil britannique Cambridge Analytica, la campagne pour le Brexit a révélé l'urgence qu'il y a à démêler la convergence d'intérêts entre les grandes plateformes en ligne, dont les ambitions demeurent commerciales, et les entrepreneurs du marketing politique, qui recourent à la désinformation numérique.

R É S U M É

Comment les États autoritaires abordent-ils leur relation avec les géants du numérique ? À travers deux cas d'étude emblématiques, la Chine et la Russie, cet article montre les rapports ambivalents des Big Tech vis-à-vis de ces régimes où prime le pouvoir politique sur les intérêts privés. Placés entre des intérêts économiques réciproques et les volontés de conserver une souveraineté nationale, les géants du numérique, tant occidentaux que chinois ou russes, ont appris à gérer les conflits et les contradictions pour préserver leurs parts de marché.